

# Jacques Nikonoff : bouger l'Europe, ou sortir de l'Union européenne ?

*Dans le numéro 42 de Riposte Laïque, notre édito posait la question : « Sommes-nous condamnés à ne jamais pouvoir sortir de cette Europe anti-sociale et anti-laïque ? ». Nous ne pouvons donc que nous réjouir d'apprendre que Jacques Nikonoff, ancien président d'Attac, est aujourd'hui, en compagnie de Michèle Dessene, le porte-parole du « Mouvement Politique pour une Education Populaire », qui prône ouvertement la sortie de cette Europe, pour offrir une alternative qui manque aujourd'hui cruellement aux citoyens. Nous remercions Jacques de bien avoir voulu répondre à nos questions.*

**Riposte Laïque : en septembre 2007, à propos de Nicolas Sarkozy tu as écrit que « jamais un président de la République française n'aura autant incarné la défense des intérêts de la classe bourgeoise ». Peux-tu préciser cette analyse ?**

**Jacques Nikonoff :** Pour se convaincre du fait que Nicolas Sarkozy est l'agent de la classe de la grande bourgeoisie, il suffit de lire les deux dernières lois de finances qui ont accordé des cadeaux somptueux aux plus riches. En outre, l'affichage indécent du président de la République avec les milliardaires français, qui lui payent ces vacances, est un symbole très lourd de conséquences.

**Riposte Laïque : Peut-on parler d'une classe bourgeoise cosmopolite qui a une conscience de classe ? Peut-on parler d'une stratégie planétaire de cette bourgeoisie cosmopolite? Notamment par rapport à la force de travail tant dans les pays « plus développés » comme la France que dans les pays sous-développés?**

**Jacques Nikonoff :** La haute société française a une conscience très aigüe de ses intérêts. Elle est d'ailleurs parvenu en

partie à effacer le sentiment d'appartenance de classe parmi les ouvriers et, plus généralement, des classes populaires. Les intérêts de cette oligarchie sont nationaux – Sarkozy a été choisi pour défendre les intérêts nationaux de cette oligarchie – mais celle-ci, comme toujours dans l'histoire, cherche aussi son profit à l'étranger. Après 1968, la bourgeoisie nationale a compris qu'il fallait détruire le monde ouvrier, notamment en délocalisant. Après 40 années d'efforts ininterrompus, elle est parvenue à rediscipliner le salariat dans les entreprises.

**Riposte Laïque : Pensez-vous que le cadre national est dépassé ou demeure la solution d'avenir pour le salariat, mais également pour les petites et moyennes entreprises ?**

**Jacques Nikonoff :** Seul le cadre national est un espace démocratique dans lequel les citoyens peuvent encore, par leur vote et leurs luttes, peser sur le cours des choses, voir l'inverser. Les « espaces » internationaux ont été survalorisés, précisément parce que le peuple n'y a aucun poids. Quant aux PME, leur vocation essentielle est le marché national. Si ce dernier est anémié, les PME le seront aussi. Mais la force interne d'une nation dépend aussi de sa vocation universaliste. C'est pourquoi il faut reprendre le flambeau de l'internationalisme, valeur de gauche, et lutter pour un nouvel ordre politique, environnemental, social, économique international.

**Riposte Laïque : La mobilisation autour du contournement du vote des Français n'a pas rencontré un large écho, en dehors de quelques réseaux militants. Cela te rend-il pessimiste, et quelle est ton explication ?**

**Jacques Nikonoff :** Le « non » de gauche a été démobilisé après les querelles, jeux d'ego, manœuvres politiques qui se sont multipliés après le 29 mai 2005. La suite logique de cette cacophonie a été la déroute de l'élection présidentielle. Dans ce contexte, il était logique que la bataille pour un nouveau référendum soit difficile à organiser, alors que la population y était très largement favorable.

**Riposte Laïque : Nous mettons les pieds dans le plat. A**

**gauche, personne n'ose émettre l'idée de sortir de l'Union européenne. Pourquoi cette timidité ? Quel est ton point de vue ?**

**Jacques Nikonoff** : Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), en effet, se fixe l'objectif de sortir de l'Union européenne. La gauche du « non » doit oser poser le problème en ces termes. C'est ce qu'attend la population. Pour se décider, il suffit de répondre à une question simple : le bilan de la « construction » européenne est-il « globalement positif ? ». Mais sortir ne suffit pas. Il faut proposer un nouveau cadre international et européen. C'est ce que nous préconisons, voir nos textes sur notre site [www.m-pep.org](http://www.m-pep.org)

*Propos recueillis par Pierre Baracca et Pierre Cassen*